

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

Compter en situation coloniale : Afrique française (1830-1962)

Tableau récapitulatif des personnes impliquées dans le projet

Partenaires	Nom	Prénom	Position actuelle	Rôle & responsabilités dans le projet (4 lignes max)	Implication sur la durée du projet (personne. mois)
IRHiS UMR 8529 Université de Lille	TOUCHELAY	Béatrice	PU, Histoire	Coordinatrice Responsable Axe 1 Tâche 1.1 Carnet de recherches, coord. Réseau de correspondants	16.8 pm
	CLERMIDY	Arnaud	Doctorant, Histoire	Partenaire scientifique Axe 2 Tâche 2.1	7 pm
	À recruter		Doctorant, Histoire	Partenaire scientifique Axe 1 Tâche 1.4	36 pm (Années 2-4)
IDHE.S UMR 8533 Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	FEIERTAG	Olivier	PU, Histoire	Responsable Axe 2 Tâche 2.1	12 pm
	ALASSANE SY	Mandiaye	Doctorant, Histoire	Partenaire scientifique Axe 2 Tâche 2.2	4.8 pm
	KALIMASSA	Faraga	Doctorant, Histoire	Partenaire scientifique Axe 2 Tâche 2.2	4.8 pm
	À recruter		Ingénieur d'études	Partenaire scientifique Axe 2 Tâche 2.3	21 pm (Années 2-3)
IDHE.S UMR 8533 Université Paris Nanterre	LACROIX	Annick	MCF, Histoire	Responsable Axe 3 Tâche 3.1	12 pm
TELEMMe UMR 7303 Aix-Marseille Université	DAUMALIN	Xavier	PU, Histoire	Responsable Axe 4 Tâche 4.1	12 pm
	BARTOLOTTI	Fabien	Docteur, Histoire	Partenaire scientifique Axe 4 Tâche 4.1	7 pm
	À recruter		Post-doc, Histoire	Partenaire scientifique Axe 4 Tâche 4.3	24 pm (Années 1-2)
CLERSÉ UMR 8019 Université de Lille	JANY-CATRICE	Florence	PU, Économie	Partenaire scientifique Axe 1 Tâche 1.2	7 pm
CESSMA UMR 245 Université de Paris/INALCO/IRD	SAMUEL	Boris	CR CNRS, Sciences politiques	Partenaire scientifique Axe 1 Tâche 1.3	4.8 pm
CESDIP UMR 8183 Univ. Versailles St-Quentin/ Ministère de la Justice/ CY Cergy Paris Univ.	MOLLARD	Baptiste	Doctorant, Sciences politiques	Partenaire scientifique Axe 3 Tâche 3.1	4.8 pm
IMAF UMR 8171 Univ. Panthéon-Sorbonne/ EHESS/IRD/Aix-Marseille Univ.	TIQUET	Romain	CR CNRS, Histoire	Partenaire scientifique Axe 3 Tâche 3.2	4.8 pm
DRM UMR 7088 Univ. Paris Dauphine	FABRE	Antoine	MCF Sciences de gestion	Partenaire scientifique Axe 4 Tâche 4.2	7 pm
	LABARDIN	Pierre	MC-HDR Sciences de gestion	Partenaire scientifique Axe 4 Tâche 4.2	7 pm
Freie Universität Berlin Centre Marc Bloch Berlin USR 3130/Pacte (Grenoble) UMR 5194	RENARD	Léa	Post-doc Sociologie	Partenaire scientifique Axe 3 Tâche 3.3	4.8 pm
U. Cocody, Abidjan Côte d'Ivoire	CHIKOUNA	Cissé	Enseignant- Chercheur, Histoire	Partenaire scientifique Axe 3 Tâche 3.2	4.8 pm
U. Genève Paris 1 Panthéon Sorbonne	PIGUET	Laure	Doctorante Histoire	Partenaire scientifique Axe 3 Tâche 3.3	4.8 pm

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

Évolution de la proposition détaillée par rapport à la pré-proposition

Pour renforcer sa pluridisciplinarité et approfondir l'étude des migrations du travail, le consortium accueille trois chercheurs financés par leurs institutions : **C. Chikouna**, historien, enseignant-chercheur à l'université de Cocody (Abidjan Côte d'Ivoire), spécialiste des migrations de travail en Côte d'Ivoire et en Afrique occidentale française-AOF (Axe 3), **B. Samuel**, IRD, spécialiste des catégories statistiques en Afrique (Axe 1) et **B. Mollard**, CESDIP, spécialiste des migrations du travail au Maghreb (Axe 3).

Les recherches de deux doctorants d'histoire encadrés par O. Feiertag (coord. Axe 2) élargiront la collecte des données sur les chiffres douaniers et financiers : **F. Kalimassa**, spécialiste de l'histoire du coton dans l'Empire colonial et **M. Alassane Sy**, spécialiste de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. L'évolution du budget est due à la revalorisation des salaires induite par la LPR et à l'augmentation du plafonnement des frais de gestion par l'ANR entre la pré-proposition et la proposition détaillée.

I. Contexte, positionnement et objectifs de la proposition

a. Objectifs et hypothèses de recherche

- Objectifs et hypothèses

Objet. À travers **l'étude de la fabrication et des usages des chiffres comptables et des statistiques économiques** produits par les administrations coloniales (El-Machat, 2009) et par les entreprises dans l'Afrique sous domination française (départements algériens, protectorats d'Afrique du Nord, territoires sous mandat et colonies) entre le début de la conquête de l'Algérie (début XIX^e siècle) et les indépendances (années 1960), le projet entend pointer les **spécificités des chiffres coloniaux (produits par les autorités coloniales** et qui informent sur les flux et les ressources disponibles), pour interroger **la place de l'État et celle de la quantification dans le processus de colonisation.**

Hypothèse centrale et question scientifique. Faisant l'hypothèse du caractère relationnel de la « situation coloniale » pour dépasser le schéma binaire colonisateur/colonisé (Balandier, 1951), le projet vise à préciser dans quelle mesure ces chiffres coloniaux contribuent à l'asymétrie du rapport de force entre ces deux catégories (Memmi, 1967). Il entend aussi montrer comment ces chiffres fondent une **nouvelle expertise** (Blais, Fredj et Sibeud, 2013) et comment ils interviennent dans la gestion des territoires. Le projet interroge également les héritages des procédés de quantification au moment des indépendances.

Objectifs. La recherche poursuit six objectifs : **1) Savoir ce que les chiffres nous apprennent de la relation coloniale ; 2) Préciser en quoi ils contribuent à une certaine connaissance des territoires**, ainsi qu'à leur organisation, à leur « mise en valeur », à la répartition de leurs richesses et à leur inscription dans la hiérarchie économique et financière mondiale ; **3) Détailler le rôle des producteurs et des prescripteurs de chiffres** en métropole et dans les colonies (échelons administratifs, entreprises et banques coloniales, corps de contrôle, enquêteurs et « enquêtés »), montrer comment ces derniers construisent ces données et expliquer les enjeux, les tensions et les limites de leur collaboration ; **4) Analyser l'impact de la production et de la diffusion des chiffres et des classifications** qu'ils introduisent en métropole et dans l'Afrique colonisée (Samuel, 2016 ; Touchelay, 2021) ; **5) Offrir à la communauté scientifique un inventaire des archives et de la documentation disponibles en France et en Afrique francophone** sur la façon de compter en situation coloniale ; **6) Comprendre les mécanismes de la transmission de l'information** sur l'Afrique colonisée à différentes échelles (internationale, fédérale, étatique, régionale, entreprise, inter-individuelle). Une attention particulière sera portée à la contribution des colonisés à la fabrication des données (Surun, 2018). Il s'agit à la fois de mieux **comprendre ce que compter veut dire**, d'interpréter les conventions statistiques (Desrosières, 1993 et 2000) et comptables en situation coloniale, de montrer comment et en quoi l'empire des nombres **éclaire le processus de colonisation, comment il y contribue** et comment il participe aussi au « colonial gaze », au prisme déformant et déformé que les administrations ont des territoires colonisés, et plus largement de leur propre pouvoir (Tiquet, 2017).

Centrée sur l'empire français en Afrique, notre démarche viendra nourrir les recherches internationales sur l'histoire des statistiques et des pratiques comptables en mobilisant la documentation

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

et les archives des anciennes colonies (comme celles de l’AOF conservées par exemple aux Archives nationales (AN) du Sénégal et aux ANOM¹ et celles des administrations et des entreprises coloniales conservées en France). L’équipe sera sensible aux approches croisées et aux **expériences des autres empires** (Serra, 2014), dont les spécialistes seront invités aux séminaires annuels du consortium, et elle communiquera autant que possible dans des congrès internationaux. Notre approche des statistiques officielles (Axe 1) et du travail (Axe 3) produites par les administrations de métropole et des colonies et celle des chiffres privés, banques et institutions financières (Axe 2) et milieux économiques (Axe 4) est à la fois **pluridisciplinaire et critique**. Elle produira quelques **études de cas** (Algérie, AOF et futur Sénégal, Madagascar, Tunisie), un **inventaire de l’ensemble des ressources** archivistiques et documentaires mobilisées par le projet (Axe 2) et un **inventaire de la documentation statistique et comptable des milieux coloniaux** (Axe 4) mobilisés par le projet, une **base de données des prix de revient** de deux produits coloniaux emblématiques de l’exploitation coloniale (**caoutchouc et phosphates**) (Axe 4), l’amorce d’une **base de données des bilans agrégés des plus grandes banques** (Axe 2), et la formation d’un **réseau de correspondants, jeunes chercheurs** (masters et doctorants), **archivistes et documentalistes en France, Europe et Afrique francophone**. Ce projet est une étape vers une étude plus large qui reste à mener sur les chiffres des empires, dans une perspective comparative et transnationale.

- Verrous scientifiques à lever

Le consortium réunit des spécialistes de plusieurs disciplines et institutions, dont de nombreux jeunes chercheurs, qui disposent d’une fine connaissance des centres d’archives et de facilités pour se répartir le travail, le mutualiser et surmonter les obstacles rencontrés. Il existe néanmoins des obstacles, qui sont d’abord de nature conjoncturelle, liés au **contexte sanitaire actuel** qui complique l’accès aux archives et restreint les voyages sur le terrain. Comme pour toute recherche aux archives, mais plus encore pour des fonds étrangers souvent plus difficiles à atteindre, ces obstacles dépendent des règles d’accès, des moyens accordés aux archivistes pour classer les documents, ou des erreurs de classement, sources de pertes de temps inutiles. Nous avons en partie devancé les problèmes en sélectionnant des terrains d’études pour lesquels nous savons qu’il existe une documentation suffisante et actuellement disponible. Les ressources n’en restent pas moins dispersées, en France et en Afrique **et leur diversité, leur volume et leur hétérogénéité** obligeront à des déplacements longs et coûteux.

Le recours aux ANOM et aux dossiers de l’Organisation internationale du travail (OIT) qui disposent d’une importante masse documentaire, parfois même accessible sur internet, pourra pallier certains manques. L’objectif reste néanmoins la consultation des sources brutes sur place qui permettent d’accéder à des documents préparatoires, à des pré-rapports annotés, à des correspondances et à des notes de première main. Le renfort des trois partenaires financés par l’ANR et du réseau de correspondants en cours de constitution, mais aussi les échanges réguliers au sein du consortium (réunions biennuelles, séminaires annuels, élaboration du carnet de recherche et de l’inventaire des ressources mobilisées) permettront d’exploiter au mieux les fonds documentaires. La collaboration envisagée avec l’Afrique francophone est soumise au **risque d’instabilité politique** inhérent au contexte international actuel. L’utilisation de la visioconférence, à laquelle la Covid-19 nous a habitués, doit néanmoins permettre d’établir de fructueuses collaborations avec les partenaires africains invités (« à distance ») aux manifestations du consortium et rencontrés à l’occasion des missions de recherche et des rencontres scientifiques que nous projetons en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) et en Afrique sub-saharienne (Cameroun, Côte d’Ivoire, Sénégal, Togo et Madagascar). Enfin, mais ce point fait la force du projet, des caractéristiques propres aux sources traitées par chacun des axes conduisent à retenir des bornes chronologiques différentes. Ainsi, l’Axe 4 (chiffres des entreprises) commence son étude au début des années 1830, les milieux économiques produisant des informations sur certaines « futures colonies », bien avant la statistique officielle (Axe 1), les banques coloniales (Axe 2) ou la mise en place des services du Travail (Axe 3). L’enquête s’enrichira de ces différences pour aboutir non pas à une couverture globale de toute la période, mais pour construire ensemble une chronologie des transformations des chiffres coloniaux, qui prenne en compte aussi bien les spécificités des différents terrains que les changements transversaux.

¹ ANOM : Archives Nationales de l’Outre-mer conservées à Aix-en-Provence.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

- *Produits finis et résultats escomptés*

Dissémination. Un **Carnet de recherche** hébergé par *hypothese.org* et les sites des laboratoires des partenaires diffuseront toutes les informations sur le projet (manifestations, publications, progression des inventaires). Avec l'autorisation des intervenants, les **séminaires annuels du consortium** et le colloque final seront également rendus accessibles en ligne, sous la forme de **podcasts**. **L'inventaire de l'ensemble de la documentation** (classée par lieu de consultation et cotes, t. 2.3²) et celui des **données quantifiées produites et utilisées par le patronat colonial** (classées par source : association, institution consulaire, t. 4.3), celui de **l'évolution du prix de revient du caoutchouc et des phosphates** (t. 4.3) et l'amorce de celui des **bilans des grandes banques d'Afrique** (Axe 2) offriront des **ressources inédites à la communauté scientifique**.

Ambitions pédagogiques et citoyennes. Dès la deuxième année, l'Axe 3 va organiser un **séminaire de recherche** destiné aux étudiants de master des universités françaises, allemandes, suisses qui sont partenaires du projet sur les statistiques du travail dans l'Afrique colonisée. Les autres séminaires prévus par le consortium seront ouverts à un public non académique (enseignants et élèves de l'enseignement secondaire, étudiants, auditoire intéressé par la colonisation, la mondialisation et l'histoire des chiffres dans le monde contemporain) pour approfondir et complexifier la compréhension de la colonisation et de ses héritages. Un cycle de formation des enseignants du secondaire, en partenariat avec les Rectorats (Axes 3 et 4) et avec la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (Axe 3), est envisagé. Cette démarche poursuit donc un objectif citoyen et entend contribuer à l'appropriation collective d'un passé commun.

Résultats escomptés : **Un réseau de chercheurs et d'archivistes en Afrique et en Europe** spécialisés dans l'histoire des statistiques, des banques, du travail et des entreprises en situation coloniale et post-coloniale ; la découverte et le classement de nouveaux fonds d'archives ; quatre **thèses d'histoire** soutenues pendant le projet, **dont une financée par ce programme** (les statistiques économiques de l'AOF) ; **12 articles** publiés dans des revues scientifiques par le consortium, un **numéro spécial** de revue et un **ouvrage collectif** final ; le **carnet de recherche** présentant les manifestations, la méthode et les acquis du travail effectué. Outre les résultats tangibles, publiés ou podcastés, le projet entend contribuer à une meilleure compréhension du fait et du processus colonial ainsi que du rôle des chiffres dans les sociétés contemporaines et dans la hiérarchisation du monde.

b. **Positionnement par rapport à l'état de l'art**

- *Caractère novateur du projet*

Le consortium participe au développement de l'histoire coloniale et postcoloniale de façon originale en impliquant les archivistes et les chercheurs de France et d'Afrique francophone dans le repérage, la collecte, l'inventaire et le dépouillement des informations disponibles sur les chiffres coloniaux (t. 2.3). Le projet se conçoit donc comme une première étape ; les recherches effectuées devront être prolongées, en particulier dans les territoires que le consortium ne retient pas comme terrain d'étude. Les réseaux issus du projet permettront de **croiser les regards sur les chiffres coloniaux** (vus d'Afrique et de France) et de renforcer ou susciter des vocations pour cette thématique.

Ce projet comble un manque en remettant les chiffres coloniaux sur l'établi et en renouvelant **l'approche sociale et politique de cette expertise**. Il entend aussi réexaminer à nouveaux frais les débats sur les coûts et les avantages de la colonisation qui, faute d'indicateurs, ne sont pas tranchés (Marseille, 1984). **Croisant des chiffres publics** (statistiques) et **privés** (comptabilité), ce qui est rare (Cardoni *et al.* 2022), le projet cherche ce qui les relie à travers l'analyse de leurs fonctions (connaître, encadrer, classer, gérer, gouverner) et de leurs effets sur les situations qu'ils sont censés refléter. La présence de **spécialistes de sciences de gestion** dans le consortium, pour interpréter les chiffres comptables, et celle de **spécialistes de l'approche critique des statistiques**, économistes, sociologues et politistes aux côtés des historiens, rend ce croisement possible. L'intérêt porté à la comptabilité des entreprises coloniales, envisagée comme un des outils de gouvernement, est assez rare pour être souligné. En retenant l'Afrique sous domination française comme cadre d'analyse, le projet engage une autre comparaison. Mêlant des **territoires aux**

² « t. » pour « tâche »

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

statuts distincts (départements et protectorats du Maghreb, colonies subsahariennes et territoires sous mandat), il cherche à caractériser la relation coloniale à travers la permanence des chiffres. En prolongeant l'analyse critique des statistiques démographiques (Gervais, 1983 ; Gervais et Mandé, 2007 ; Kateb, 1998 et 2001), il reconstitue les étapes de la fabrication des indicateurs chiffrés de l'économie et du travail, et précise leurs effets et leurs imperfections, dans un domaine où beaucoup reste à faire (Etemad, 2000 et 2007 ; Bonnacase, 2015). Afin de situer ces réflexions sur un plan empirique, nous avons sélectionné plusieurs terrains qui engagent des acteurs et des secteurs différents : les statistiques économiques officielles (prix-budget, activités-travail, production-échanges) (Axe 1) ; les chiffres résultant de l'activité des banques coloniales (Axe 2) ; les chiffres concernant la force de travail et les conditions du travail (Axe 3) et les milieux économiques impériaux (Axe 4). La production des indicateurs et les classifications qu'ils véhiculent, leurs usages et leurs limites (représentativité), la position (« notoriété », légitimité) qu'ils confèrent à leurs producteurs seront appréhendés à **différentes échelles** : celle des organisations internationales (OI) comme l'OIT, celle de la métropole, de la fédération (AOF), des territoires (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Togo, Tunisie, Sénégal et Madagascar) et des cercles, jusqu'au niveau de la plantation ou de l'entreprise. Nous montrerons comment des savoirs quantifiés sur les colonies sont produits par les colonisateurs et les colonisés, de quelle façon ces savoirs sont mobilisés pour gérer les territoires et avec quels résultats. Le recensement des ressources mobilisées, les réunions biennuelles du consortium et la préparation du colloque et de la publication finale permettront de **croiser les questionnements des axes**, de lever d'éventuels blocages et de conforter les acquis. En rentrant au cœur de la production des chiffres et des enquêtes, nous éclairerons à la fois le processus de colonisation, le rapport qui lie colonisateurs et colonisés, le fondement des **hiérarchies qui structurent ces groupes** et la pérennisation d'un **ordre mondial** marqué par l'exploitation et la domination coloniale.

- Positionnement par rapport à l'état de l'art

Malgré les développements des années 1990 sur l'histoire des statistiques (Desrosière, 2000 ; Perrot, 1992 ; Stigler, 1986) et, plus récemment, sur l'emprise des chiffres dans les sociétés contemporaines (Martin, 2020), le rôle des administrations coloniales dans la catégorisation des populations (Appadurai, 2000 ; Gray, 2002) et la contribution des comptables au processus de colonisation et aux classifications postcoloniales (Jerven, 2013) sont demeurés peu étudiés. Le personnel (recrutement et formation), l'histoire de ces services (budget, locaux), l'organisation des enquêtes, la commande et les usages des données, puis leur circulation, en bref **l'histoire institutionnelle, sociale et intellectuelle de la production des chiffres dans les colonies** en général, et en particulier dans l'Empire français, **reste à écrire**. La méthode et les objectifs des statistiques démographiques sont certes mieux connus, mais les statistiques économiques et les comptabilités restent dans l'ombre, et alors que la plupart des historiens s'accordent sur le manque de fiabilité des outils quantifiés, rares sont ceux qui ont cherché à l'expliquer. Des travaux récents d'économistes coordonnés par Denis Cogneau (projet ANR *Afristory*, *Paris School of Economics*) s'intéressent certes au rôle des indicateurs, mais sans interroger leur construction (Cogneau et Rouaut, 2011).

De nombreuses questions, comme celle des responsabilités respectives de l'État et des entreprises coloniales (Klein, 2012) dans les difficultés du développement, gagneraient à s'appuyer sur une analyse systématique des statistiques et des comptabilités (Duminy, 2017). La compréhension du rôle des chiffres, mais aussi de leurs limites, dans la décision d'organiser une expédition puis dans l'exercice de la domination coloniale est indispensable pour **saisir le fait colonial**, étudier l'héritage de la colonisation et étayer les travaux sur l'impérialisme (Bandeira et Costa Pinto, 2015). Le projet d'histoire que nous portons vise à **reconstituer l'histoire sociale des pratiques institutionnelles qui concourent à la fabrication de ces données**. Nous pourrions nous appuyer pour cela sur des travaux d'histoire récents qui font la part belle aux institutions statistiques en Afrique, interrogeant les ruptures et continuités entre la période coloniale et aujourd'hui (Onana, 2019 ; Labib, 2015). Certains de ces travaux ont rencontré d'importantes difficultés pour accéder à la documentation disponible (Onana, 2019), ce qui renforce notre volonté de créer un réseau pour faire circuler l'information et établir des passerelles avec les archivistes et les chercheurs africains. En attirant l'attention des centres d'archives sur les chiffres de l'Afrique colonisée, le réseau peut

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

faire classer de nouveaux fonds, inciter à la collecte de témoignages de statisticiens et de comptables africains et susciter de nouvelles études.

Le projet entend également **prolonger l'étude des circulations des normes juridiques aux colonies** (Le Crom 2017 ; Renucci 2009) pour savoir ce que les colonies font à ces normes et ce que ces normes font aux colonies et mieux comprendre la genèse des classifications qui concourent à la hiérarchisation des groupes et des États. Afin d'y parvenir, nous croiserons les approches socio-historiques de la construction des catégories, les approches économiques et politiques du transfert de catégories en Afrique (Bensaid, 1969) et les approches empiriques des liens entre statistiques et politique, notamment à travers le rôle des administrateurs coloniaux (Aguilera, 2017). Il s'agit d'examiner les fonctions des chiffres dans les colonies, qui constituent un laboratoire idéal pour **explorer les modalités et les lacunes du gouvernement des populations** et ouvrir ainsi de nouvelles réflexions sur le principe de souveraineté (Burbank et Cooper, 2010 ; Stoler et Cooper, 1997 ; Cooper, 1996 et 2014). Il s'agit aussi d'interroger le rôle des organisations internationales mises en place en 1919 dans la production des statistiques coloniales (Cussó, 2020) pour éclairer les modalités concrètes de la coopération internationale.

- Contributions des partenaires à cet état de l'art et résultats préliminaires

Le projet bénéficie des apports antérieurs du consortium aux études économiques, historiques, politiques et sociales du monde contemporain, notamment dans les domaines de la comptabilité et des statistiques et de l'histoire des territoires colonisés d'Afrique. Les responsables scientifiques des axes sont des spécialistes reconnus de l'administration et du travail en Algérie (Lacroix, 2021), des milieux économiques coloniaux (Daumalin, 2008 et 1992), de l'histoire du Franc CFA et des banques coloniales (Feiertag, 2005), des statistiques publiques françaises et coloniales (Touchelay, 2021, 2019, 1998). Les partenaires scientifiques confortent ces atouts : sur le travail forcé au Sénégal (Tiquet, 2019), sur les migrations au Maghreb (Mollard, 2015), sur les catégories statistiques démographiques et la comparaison entre l'empire allemand et français avant 1914 (Renard, 2019), sur les statistiques du travail de l'OIT (Piguet, thèse en cours), sur la contribution des colonies au développement des milieux économiques marseillais (Bartolotti, 2020), sur l'approche critique des indicateurs de croissance et des prix (Gadrey et Jany-Catrice, 2016 ; Jany-Catrice, 2019) et sur l'impact social et politique de la quantification (Samuel, 2016) ou sur l'histoire de la comptabilité en France (Labardin, 2010) et en situation coloniale (Fabre, 2019). Leur connaissance des archives coloniales (AN du Sénégal ou de l'Algérie, ANOM, Service des archives économiques et financières [SAEF] par exemple), de ressources rarement mobilisées en histoire coloniale (archives diplomatiques françaises), celle de nouveaux fonds (série « Conseil supérieur des colonies » juste inventoriée et série « Statistiques » en cours d'inventaire aux ANOM) seront des atouts certains.

c. Méthodologie et gestion des risques

Pour surmonter les principaux défis présentés dans le l.b., le consortium se divise en quatre axes distinguant les chiffres selon leurs prescripteurs, producteurs et usagers (services de statistiques de métropole et des territoires ; banques et institutions financières ; services du travail ; milieux économiques privés). Chaque axe se décompose en tâches, trois sont « transversales », confiées à un partenaire recruté pour le projet qui collabore étroitement avec le consortium. L'enquête s'appuie sur le dépouillement des archives et des publications disponibles et mobilise la méthode historique.

Figure1. Compter aux colonies. Architecture du projet

<p>Axe1 – Compter aux colonies. Les statistiques coloniales officielles</p> <p>Tâche 1.1 – Les services producteurs</p> <p>Tâche 1.2 – Analyse critique des indicateurs de prix et de production</p> <p>Tâche 1.3 – Formation et héritages des statisticiens coloniaux</p> <p>Tâche 1.4 – Transversale. Thèse « Les statistiques économiques officielles de l'AOF »</p> <p>Axe2 – Compter aux colonies. Banques, monnaies et crédit</p> <p>Tâche 2.1 – Banques en situation coloniale</p> <p>Tâche 2.2 – Flux commerciaux et financiers</p> <p>Tâche 2.3 – Amorce de la base de données bilans bancaires ; Transversale. Base de données sur les ressources mobilisées</p>
--

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

<p>Axe3 – Compter aux colonies. Recensements de la main-d’œuvre et statistiques des conditions de travail</p> <p>Tâche 3.1 – Répartir la main-d’œuvre et réglementer les conditions de travail dans l’Algérie colonisée</p> <p>Tâche 3.2 – Office du travail, statistique et recrutement de travailleurs forcés en AOF</p> <p>Tâche 3.3 – L’OIT et les statistiques du travail colonial</p> <p>Axe4 – Compter aux colonies. Production et usages de données chiffrées par les milieux économiques</p> <p>Tâche 4.1 – Les statistiques des entreprises coloniales d’Afrique</p> <p>Tâche 4.2 – Information comptable en situation coloniale</p> <p>Tâche 4.3 – Base de données prix de revient caoutchouc et phosphates ; Transversale. Inventaire de la documentation des milieux économiques coloniaux</p>

Des rencontres (viséoconférence) aussi fréquentes que nécessaire entre les responsables d’axes et la coordinatrice, des réunions bi-annuelles du consortium et des séminaires annuels, les bases de données construites collectivement (t. 2.3 et 4.3), la mise en place du réseau, ainsi que la préparation du colloque final et de la publication collective qui en résultera permettront d’avancer ensemble.

Pour écarter tout risque d’absence d’archives, nous avons retenu des terrains pour lesquels nous savons qu’il existe des ressources. Ceci est particulièrement vrai pour la thèse projetée (t. 1.4), pour laquelle il est prévu de ne recruter le doctorant que la seconde année, afin de consolider au préalable nos relations avec les centres d’archives qui l’accueilleront. La chronologie du projet s’établit ainsi : les années 1, 2 et 3 seront consacrées à la collecte de la documentation, à la confrontation et à l’analyse des données rassemblées, l’année 4, à la rédaction d’articles, à la préparation du colloque final et aux perspectives ouvertes par le projet.

Axe 1 – Compter aux colonies. Les statistiques coloniales officielles

Objet : Les « statistiques officielles » (diffusées sous un timbre officiel) et leurs producteurs (administrations de métropole et de l’Afrique colonisée).

Terrains : AOF et futur Sénégal ; Madagascar (objet d’une attention particulière de la métropole à partir des années 1920) ; Protectorat sur la Tunisie après 1918 (lorsque les statistiques relèvent de la Statistique générale de la France) et OIT (en particulier sur les mandats). Pour que l’étude soit possible, nous ne retenons que les **statistiques économiques** résultant d’enquêtes : les **indicateurs d’activité, de prix/budgets, et de production**. En reconstituant toute la chaîne de leur fabrication, à partir des prescripteurs et jusqu’à leur utilisation, l’Axe 1 entend éclairer la gestion des territoires et les rapports de forces qui sous-tendent les classifications et les hiérarchies économiques, sociales et politiques.

Tâches : **1.1)** B. Touchelay : coordination du consortium et tenue du carnet de recherche ; histoire des producteurs des statistiques officielles de l’Afrique colonisée à différentes échelles (ministère des Colonies, services centraux de statistiques, fédération, territoires et cercles) ; formation des cadres coloniaux et des enquêteurs à la statistique jusqu’en 1950 ; examen du rôle de l’OIT dans la fabrication des statistiques coloniales (Genève) ; étude de la production des statistiques du protectorat de Tunisie et de la colonie de Madagascar ; **1.2)** F. Jany-Catrice : analyse des indicateurs de prix et de croissance en Afrique colonisée, à travers les publications officielles, menée en écho aux débats contemporains ; **1.3)** B. Samuel : étude de la formation (Diop 1992 ; Desrosières 2008), des trajectoires et de la « reconversion » (Boulard et Henry, 2009) des statisticiens coloniaux, ainsi que de la transplantation de la catégorie « ménages » en Afrique colonisée entre 1945 et le début des indépendances ; **1.4)** Thèse : « Les statistiques économiques de l’AOF » menée à plusieurs échelles (ministère des Colonies, fédération, territoires et cercles) basée sur l’analyse des directives transmises par la fédération aux administrateurs locaux pour produire ces statistiques de manière rationalisée et efficace. La construction, la justification et potentiellement les distorsions effectuées sur ces chiffres seront examinées en consultant les fonds d’archives déjà inventoriés.

Livrables prévus à ce jour
<p>Publications</p> <p>Articles : F. Jany-Catrice, B. Samuel, B. Touchelay, « Apports du croisement des disciplines sur les statistiques pour éclairer le rapport colonial » dans <i>Histoire et mesure</i> ; B. Touchelay, « Les services français de statistiques coloniales », <i>Revue HES</i> ; Doctorant, « Les statistiques de l’AOF », un article publié pendant l’ANR et publication de la thèse après son terme.</p>

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

Communications, colloques

Session organisée par L. Piguet et B. Touchelay au WEHMC juillet 2022 : « Les statistiques, un commun ? » ; Organisation du colloque de clôture du cycle de rencontres scientifiques consacrés aux statistiques impériales, B. Touchelay et E. Sibeud, Paris, juillet 2022.

Formation/Enseignements/Diffusion des résultats

Séminaires doctoraux 2021-2023, universités Paris 8-IDHE.S et Lille-IRHiS, « Ce que la statistique fait aux territoires », E. Sibeud B. Touchelay ; organisation de rencontres scientifiques UMIFR CNRS, J. Berque seconde année, IRMC Tunis troisième année.

Axe 2 – Compter aux colonies. Banques, monnaies et crédit

Objet : La production des chiffres par les banques, particulièrement les banques d'émission, est encouragée en situation coloniale, leur pénétration s'opérant souvent à l'occasion de l'émission d'un emprunt international consenti par un syndicat bancaire ou une banque au profit d'un souverain, d'un État pré-colonial ou déjà colonisé (exemple : Maroc, Algérie ou Tunisie ; Gharbi, 2005 ; Bonin, 2004). Cette production vise à réduire l'asymétrie d'information et l'incertitude et à gérer les risques inhérents à toute politique de crédit. Les banques supervisent aussi la production des chiffres des douanes pour établir le montant des recettes qui gagent le service de la dette souveraine, évaluer ainsi le risque souverain et la solvabilité d'un État. Elles produisent et gèrent les statistiques financières à travers le décompte de la dette publique. L'étude de cette mise en chiffres du réel dans différentes situations coloniales et de son impact est celle de vecteurs privilégiés de la colonisation économique. Les terrains retenus pour la collecte d'archives sont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Sénégal et le Togo.

Tâches : **2.1)** O. Feiertag et A. Clermidy : étude des chiffres des banques comme organisation, compte de profit et pertes certifiés par les censeurs de la banque, chiffres du bilan annuel présenté aux actionnaires et statistiques monétaires dans le cadre de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, complétés par les données du contrôle et de la surveillance prudentielle à partir la loi bancaire de 1941 ; **2.2)** O. Feiertag, F. Kalimassa et A. Alassane Sy : étude des chiffres des douanes, éclairant les flux économiques et financiers qui conduisent aux statistiques du crédit : crédits au Trésor public (conventions d'avances ou escompte d'effets publics), crédits à l'économie qui informent sur les activités économiques des acteurs ; **2.3)** Ingénieur d'étude : inventaire des ressources documentaires mobilisées par le projet et amorce de la base de données sur les bilans bancaires.

Livrables prévus à ce jour

Publications

A. Clermidy, « La loi de juin 1941 et les banques coloniales », dans *Financial History Review, Revue française d'Histoire économique* ; O. Feiertag, « Les colonies de la Réglementation libre en Afrique centrale entre zone sterling et zone franc (1939-1945) », dans *Relations internationales* et une monographie : *La Banque d'État du Maroc (1906-1959), une histoire marocaine*.

Communications, colloques

Journée d'étude programmée l'année 1 qui réunira (à distance) les archivistes des principaux centres d'archives d'Afrique et d'Europe sur le thème des archives économiques et financières.

Formation/Enseignements/Diffusion des résultats

Trois soutenances de thèse : A. Clermidy sur *l'histoire de la supervision bancaire dans les colonies françaises d'Afrique* ; F. Kalimassa sur *le coton entre la Normandie et l'Empire* et A. Alassane Sy sur *le rôle économique des frontières en Afrique de l'Ouest* ; Base de données documentaire sur *les chiffres de l'Afrique colonisée* ; Amorce de la base des séries statistiques tirées des bilans annuels des banques coloniales (séries disponibles en ligne), qui comblera une lacune importante de l'historiographie bancaire française. Pour cette base, des collaborations sont envisagées avec les économistes de *Paris School of economics* qui travaillent sur la mise en réseau des données bancaires comptables en métropole.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

Axe 3 – Compter aux colonies.
Recensements de la main-d'œuvre et statistiques des conditions de travail

Objet : Étude des tentatives d'élaboration d'un savoir chiffré sur le travail en situation coloniale³ à partir d'un vaste corpus d'archives (fonds des administrations coloniales locales, centrales et d'organisations internationales), centrée sur les outils utilisés pour mesurer le travail, les catégories employées et les acteurs impliqués. Trois pistes de réflexion : la production de chiffres sur le travail comme mise en scène de l'effectivité du pouvoir de l'administration coloniale, les usages des statistiques coloniales entre répartition de la main-d'œuvre et légitimation du projet colonial, et l'analyse des nomenclatures utilisées pour classer activités et travailleurs, avec notamment le rôle des catégorisations qui enferment les populations colonisées dans leur statut sur le marché du travail et dans des classifications raciales ou de genre. Compte tenu du volume des sources et de leur dispersion et pour prendre en compte les jeux d'échelles (locale, fédérale, internationale), le travail sera centré sur trois terrains : l'Algérie, l'AOF et l'OIT. Il s'agira à chaque étape – grâce à la tenue d'un atelier de travail commun et régulier – de mettre en avant les circulations (de savoirs, de modèles) entre les acteurs de ces différents terrains.

Tâches : **3.1)** A. Lacroix et B. Mollard : analyse de la tension entre l'ambition de répartir la main-d'œuvre et l'application d'une réglementation protectrice en Algérie, à travers l'action de l'inspection du travail et des Offices du travail et de la main-d'œuvre. Étude des pratiques d'enquête des fonctionnaires de terrain, qui ne sont pas statisticiens, mais pour qui le dénombrement devient une activité quotidienne ; **3.2)** C. Chikouna et R. Tiquet : étude du rôle des statistiques des Offices du travail, créés en 1926, dans le recrutement de travailleurs forcés en AOF (Rodet, 2009 ; Chikouna, 2013) et de celui des entreprises privées coloniales dans la fabrique des données sur les travailleurs à recruter par l'administration. Examen des tensions entre les acteurs qui sont induites par ces chiffres ; **3.3)** L. Piguet et L. Renard : étude des statistiques du travail colonial et de la question du « travail indigène » (Ricciardi, 2019 ; Zimmermann, 2010) vues par l'OIT, des relations entre Genève, le ministère du Travail à Paris et l'administration coloniale, des débats internes à l'OIT à partir des enquêtes et statistiques compilées par le BIT (le secrétariat permanent de l'OIT) et des comptes rendus des discussions lors des Conférences internationales des statisticiens du travail. L'étude sera réalisée en coopération avec le projet « Le travail forcé, une catégorie globale en mutation : classification, comparaison et significations du travail au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT), 1919-2017 » (L. Renard, dir. M. Braig et T. Wobbe, FU Berlin/Potsdam, financé par la DFG).

Livrables prévus à ce jour

Publications

Numéro thématique dans une revue à comité de lecture qui impliquera tous les membres de l'axe ; Ouvrage sur l'inspection du travail dans l'Algérie colonisée (A. Lacroix).

Articles :

L. Piguet et L. Renard, « Les statistiques du travail colonial à l'OIT » ; L. Piguet, « Les liens entre catégories statistiques et théories racialistes » ; R. Tiquet, « Le rôle des Offices du travail dans le recrutement de la main-d'œuvre forcée en AOF » ; A. Lacroix, « Ce que les bilans chiffrés et les procès-verbaux des ingénieurs des mines disent des pratiques administratives dans l'Algérie colonisée et comment ils informent une sociologie des salariés accidentés » ; R. Tiquet, un article analysant les pratiques administratives d'administrateurs locaux au Sénégal dans l'écriture de leurs rapports économiques et statistiques, et ce que leurs omissions ou contorsions révèlent du pouvoir en situation coloniale.

Communications, colloques

Organisation d'une table ronde aux *Rendez-vous de l'histoire* de Blois (Carte blanche, année 1) ; d'un panel pour une conférence de l'ELHN (European Labour History Network) année 2.

Formation/Enseignements/Diffusion des résultats

Collaborations avec les réseaux français et internationaux de chercheurs sur l'histoire du travail : AFHMT (Association française pour l'histoire des mondes du travail) ; ELHN ; Projet DFG (L. Renard) ; **Atelier de travail et d'écriture** : workshop en cercle réduit pour préparer, discuter et rédiger les travaux réalisés dans le cadre de l'axe ; **Enseignements** : organisation d'un séminaire commun « Les statistiques de la main-d'œuvre et des conditions de travail dans l'Afrique colonisée », en anglais et par visioconférence, à

³ La notion de travail envisagée dans le projet inclut un large spectre de catégories, que ce soient les formes de travail dites libre (salarié, journalier, contractuel, travailleurs agricoles, etc.) que les formes de travail forcé mis en place par l'administration coloniale.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

destination d'étudiants de niveau master de Nanterre, Genève et/ou Berlin, incluant des séances communes et des travaux collectifs (groupes mixtes d'étudiants issus des institutions impliquées) ; cycle de formation des enseignants du secondaire consacré aux statistiques du travail dans les sociétés postesclavagistes à la Fondation pour la mémoire de l'esclavage et/ou cycle similaire intégré aux plans de formation académique des rectorats.

Axe 4 – Compter aux colonies.

Production et usages de données chiffrées par les milieux économiques

Objet : Questionner la production et les usages des données chiffrées par les milieux économiques impliqués en Afrique colonisée (enquêtes commerciales, documents comptables, articles de la presse économique ou d'institutions proches du patronat comme les instituts coloniaux). L'analyse sérielle des données comptables produites par les sociétés concessionnaires impliquées dans l'exploitation du caoutchouc et des phosphates (l'exploitation forestière et l'extraction minière) et pour lesquelles il existe une abondante production d'archives généralement bien conservées sera également menée. L'approche sera complétée et élargie par l'analyse des données transmises à l'État. Sans prétendre à l'exhaustivité, difficile à atteindre dans un champ encore peu défriché, l'axe propose un éclairage à deux niveaux complémentaires mêlant historiens et spécialistes des sciences de gestion.

Tâches : 4.1) X. Daumalin et F. Bartolotti : étude des données chiffrées construites et diffusées par les milieux économiques pour répondre aux interrogations de l'État sur la nécessité ou pas de consolider sa présence dans tel ou tel territoire d'Afrique (Bonin *et al.*, 2008). Quelques indicateurs seront étudiés dès la période dite de « l'impérialisme informel » (Todd, 2021) qui fonde certaines méthodes. Pour éviter une trop grande dispersion, quatre moments clés seront retenus : la création des comptoirs fortifiés en Côte-d'Ivoire et au Gabon (1839-1843) ; les expéditions du Dahomey (1890-1892) ; les débats sur l'industrialisation du Maghreb et des colonies de l'AOF des années 1930 et 1940 ; le Cartiérisme qui détermine les réflexions sur l'économie de l'Union française (années 1950-1960) ; **4.2)** A. Fabre et P. Labardin : analyse des données comptables des sociétés concessionnaires à partir des archives comptables. Il s'agira de décrypter les rationalités à l'œuvre dans cette production (bilans, comptes de résultat, prix de revient, études prospectives, etc.), de préciser les étapes de leur fabrication et d'analyser leurs usages rhétoriques à l'échelle locale (main-d'œuvre autochtone, intermédiaires marchands et administration) ou ailleurs (actionnaires, cercles du pouvoir, opinion publique). Il s'agira aussi d'éclairer les acteurs, les techniques et les circuits de la production et des usages de ces données. Ce travail portera principalement sur les entreprises concessionnaires impliquées dans l'exploitation du caoutchouc (Afrique subsaharienne, Coquery-Vidrovitch, 1972) et des phosphates (Maghreb, Dougui, 1995 ; Jackson, 2016), dont le statut juridique particulier, caractéristique de la projection économique européenne dans les territoires ultramarins, induit une relation forte – entre le patronat, les populations locales et les différents échelons administratifs – source d'une abondante production d'archives ; ces produits permettront de concentrer nos analyses sur deux activités (l'exploitation forestière et l'extraction minière) qui ont eu un impact déterminant sur l'environnement, les relations du travail, le niveau de monétarisation des colonies et la création de vastes marchés d'approvisionnement mondialisés ; **4.3)** Post-doctorant : établissement des inventaires sur les chiffres des milieux économiques coloniaux et sur les données caoutchouc-phosphates.

Livrables prévus à ce jour

Publications

Articles : P. Labardin et A. Fabre, « La production et l'usage de données comptables des entreprises coloniales françaises : le cas des entreprises minières au Maghreb » ; Collectif, « La production et l'usage de données comptables des entreprises coloniales françaises : le cas du caoutchouc en AEF ».

Communications, colloques

« Les comptabilités coloniales », communication aux journées d'histoire du management et des organisations Lille-2022.

Formation/Enseignements/Diffusion des résultats

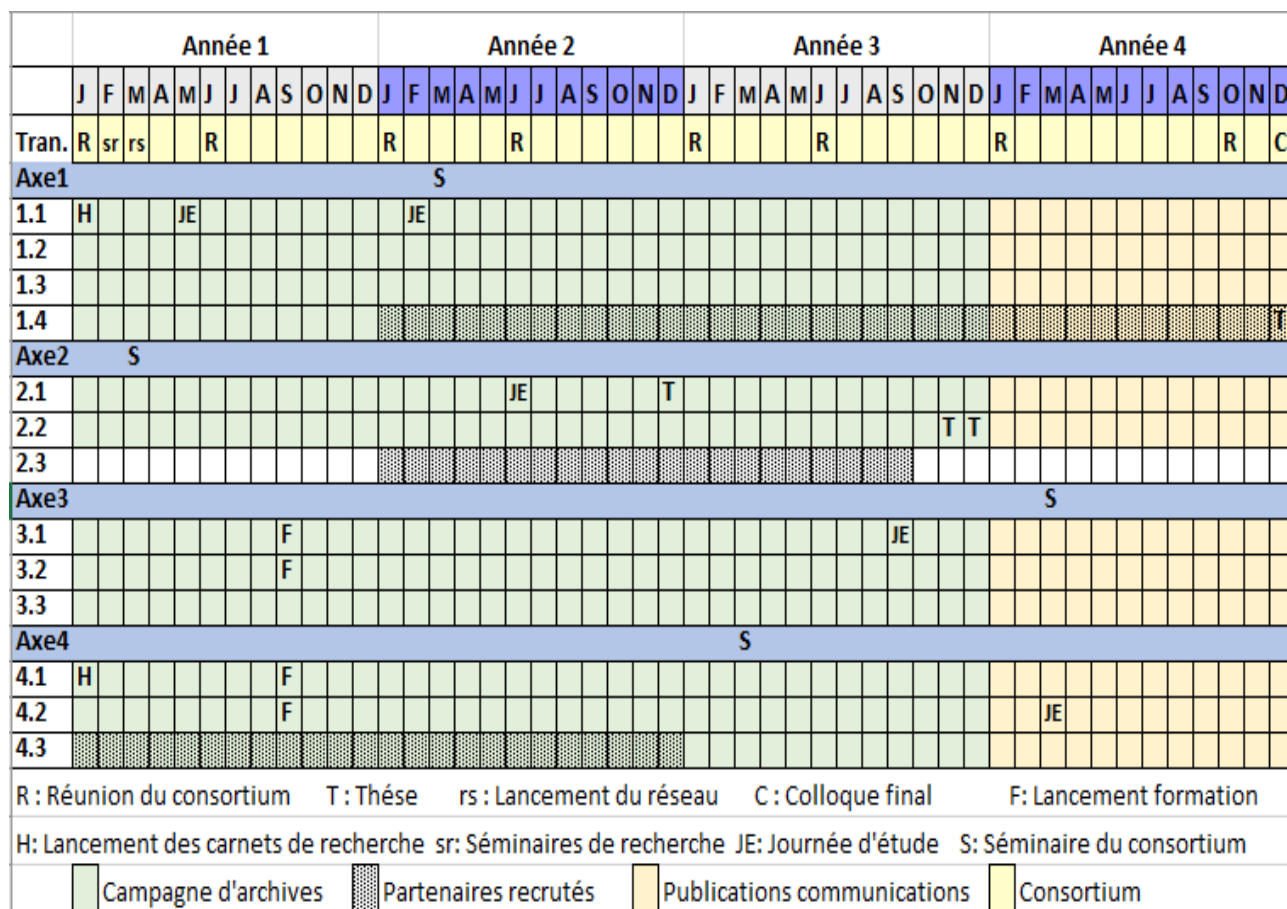
Atelier de travail bimensuel (visioconférence) pour préparer, discuter et rédiger/relire les travaux réalisés dans le cadre de l'axe ; séminaire annuel commun à partir de l'année 2 du projet sur « La production et les usages de données quantifiées dans les milieux économiques coloniaux : comptabilités et statistiques économiques » (année 2 : les sources, année 3 : produire les données et année 4 : les usages des données), accompagné d'un carnet *hypothèse.org* visant à diffuser les connaissances

Organisation d'un workshop ouvert aux étudiants d'histoire et de sciences de gestion au ANMT-Roubaix année 4 ; organisation d'un cycle de conférences destiné aux enseignants du secondaire dans le cadre des journées de formation continue animées par

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

TELEMMme et le Rectorat d'Aix-Marseille ; Inventaires 1: chiffres des milieux économiques ; inventaire 2 : prix réels et affichés du caoutchouc et des phosphates.

Gantt



II. Organisation et réalisation du projet

a. Coordinateur scientifique et son consortium

Les partenaires institutionnels du consortium sont rattachés à des UMR implantées sur quatre sites : **Paris et la région parisienne** : l'IDHE.S UMR 8533 (sites Panthéon Sorbonne et Nanterre) unité de recherche pluridisciplinaire (SHS) dont les recherches historiques et socio-historiques sur le travail et la circulation des capitaux et des savoirs sont reconnues ; **Aix-Marseille** : TELEMMme UMR 7303 qui a fait ses preuves dans les recherches sur l'aire méditerranéenne, sur l'histoire économique sociale et environnementale de la région de Marseille et sur l'histoire de la colonisation et du patronat colonial ; **Lille** : IRHiS UMR 8529 qui regroupe des historiens et des historiens de l'Art et qui est spécialisé dans l'histoire économique et sociale contemporaine.

- Coordinateur scientifique

B. Touchelay est spécialiste de l'histoire de la statistique française, elle a consacré sa thèse à l'INSEE puis a élargi ses investigations à la comptabilité des entreprises. Intégrée comme experte à l'ESF-FWO, dans divers comités scientifiques (Société française de statistiques, *Statistics History Committee of the Royal Statistical Society*, Banque de France, Comité pour l'histoire économique de la France [CHEFF], comité d'histoire de l'INSERM...) et comités éditoriaux de revues (*Revue française de socio-économie*), elle a coordonné plusieurs projets de recherches financés (Société générale sur le contrôle bancaire ; CHEFF sur la fraude, pour les plus récents), par la Région Hauts-de-France (dont un « projet citoyen » en coopération

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

avec le monde associatif), par la MESHS de Lille (dont un « projet émergent » intitulé « Statistiques et démocratie » avec F. Jany-Catrice) et par son laboratoire de rattachement.

Elle a contribué récemment à plusieurs publications sur la statistique publique, ses acteurs et ses enjeux : une anthologie de biographies de statisticiens⁴, un article pour *Courrier des statistiques* commandé à l'occasion des 75 ans de l'INSEE (sortie fin 2021), un ouvrage collectif sur *Chiffres publics, chiffres privés* à paraître (PUR 2022). B. Touchelay coordonne l'équipe des SHS impliquée dans la recherche des causes environnementales de la maladie de Crohn (CHU-INSERM-Lille) financée par l'I-Site ULille et par l'ANR. Elle encadre actuellement 5 doctorants. Depuis cinq ans, elle consacre une partie de ses recherches aux statistiques coloniales des empires belges, britanniques et français et a fait plusieurs communications sur ce thème dans des séminaires et congrès nationaux (Sciences Po-Paris, Mulhouse) et internationaux (SSHA Chicago, WEHMC Boston).

- *Le consortium*

Une équipe pluridisciplinaire composée d'historiens, économistes, sociologues, gestionnaires et politistes, spécialistes d'aires géographiques (Maghreb, Afrique-AOF, Europe de l'Ouest) et d'objets de recherche différents (catégories et indicateurs chiffrés, histoire bancaire, des entreprises, des statistiques, du travail et du travail forcé dans les mondes coloniaux, histoire des migrations, histoire de l'OIT). Cette équipe sera renforcée par le recrutement d'un doctorant (36 mois), d'un post doctorant (24 mois) et d'un ingénieur d'étude (21 mois), impliquera des doctorants et étudiants de master et s'enrichira de la constitution d'un réseau de chercheurs, d'archivistes et de bibliothécaires en France, Europe et Afrique.

L'Axe 1 : Resp. Scient : **B. Touchelay** (Pr. histoire économique et sociale contemporaine, IRHiS, ULille), **F. Jany-Catrice** (professeure d'économie, Clersé, ULille), spécialiste de l'approche critique des indicateurs de croissance (production, PIB) et des prix (t. 1.2) ; **B. Samuel** (politiste, chargé de recherche, IRD, UParis), spécialiste de la sociologie historique des indicateurs et des institutions statistiques en Afrique (t. 1.3) ; un doctorant d'histoire rattaché à l'IRHiS ULille (t. 1.4). Les relations déjà établies **avec plusieurs centres d'archives et de documentation** (bibliothèque de l'INSEE, ANOM, ANMT) **et avec des chercheurs africains posent les bases du réseau envisagé** : **É. Marcel Onana**, UYaoundé1, Cameroun ; **D. Diop**, **A. Dramé** et **A. Karim Tandjogora**, maîtres de conférences, spécialistes de l'histoire coloniale et post coloniale, UCAD, Sénégal, **R. Rakotvoa**, directeur du département d'histoire et **J. Rasoloarison**, chercheur en histoire politique, UAntananarivo (Madagascar).

L'Axe 2 : Resp. Scient : **O. Feiertag** (Pr. histoire économique et sociale contemporaine, IDHE.S, UParis 1), spécialiste de l'histoire des banques et du franc CFA (t. 2.1), **A. Clermidy** (PR CPGE Lycée Thiers, Marseille et doctorant salarié en histoire contemporaine) dont la thèse commencée en 2019 (« Le contrôle bancaire aux colonies de 1853 à 1945 ») informe sur la place des chiffres dans les stratégies du contrôle bancaire (t. 2.1) ; deux doctorants encadrés par O. Feiertag, **F. Kalimassa** et **M. Alassane Sy** contribueront à la recherche et à l'exploitation des sources sur les flux commerciaux et financiers (t. 2.2) et un **ingénieur d'étude** à la constitution d'une base de données (ressources documentaires mobilisées par le projet) et à l'amorce d'une base de données sur les bilans bancaires (t. 2.3). Les étudiants du master d'histoire contemporaine de Paris 1 encadrés par O. Feiertag seront également impliqués. Plusieurs contacts établis en Afrique participent aux fondations du réseau projeté : **A. Sidibe**, directeur des Archives historiques de la BCEAO à Dakar ; **Jamaâ Baïda**, directeur des AN du Royaume du Maroc, Rabat ; **Brice Owebira**, directeur des AN du Congo-Brazzaville.

L'Axe 3 : Resp. Scient : **A. Lacroix** (MCF histoire, IDHE.S, UNanterre), spécialiste de l'administration et du travail au Maghreb et **B. Mollard** (doctorant, science politique, CESDIP), spécialiste des migrations du travail au Maghreb (t. 3.1) ; **R. Tiquet** (CR CNRS, histoire, IMAF), spécialiste du travail forcé au Sénégal et **C. Chikouna** (Chikouna, 2013) (enseignant-chercheur, U. Cocody, Abidjan), spécialiste des migrations du travail en Côte d'Ivoire et AOF (t. 3.2) ; **L. Piguet** (doctorante en histoire et assistante, U. Genève-Paris 1), spécialiste des statistiques du travail et **L. Renard** (post doctorante en sociologie, Freie U. Berlin et associée

⁴ F. Brunaud, C. Thélot, **B. Touchelay**, *Mémoires d'INSEE, des statisticiens racontent*, Paris, CHEEF, 2019.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

au Centre Marc Bloch-Berlin et à l'UMR Pacte-Grenoble), spécialiste des statistiques coloniales françaises et allemandes (t. 3.3).

L'Axe 4 : Resp. Scient : **X. Daumalin** (Pr, histoire contemporaine, TELEMMe, Aix-Marseille Univ.), spécialiste de l'histoire économique coloniale et **F. Bartolotti** (docteur en histoire contemporaine, ATER, TELEMMe, Aix-Marseille Univ.) spécialiste de l'histoire du port de Marseille et des relations coloniales (t. 4.1) ; **P. Labardin** et **A. Fabre** (MCF en sciences de gestion, PSL/DRM, UParis-Dauphine), spécialistes de la comptabilité des entreprises, de son histoire et de la comptabilité coloniale (t. 4.2) ; **un post doctorant** en histoire financé par l'ANR pour explorer et inventorier la documentation des milieux économiques coloniaux et établir la base des prix du phosphate et du caoutchouc (t. 4.3).

Tableau d'implication du coordinateur et des responsables d'axes dans d'autres projets en cours

Nom du participant au projet	Personne. mois	Intitulé de l'appel à projets, agence de financement, montant attribué	Titre du projet	Nom du coordinateur du projet	Date début Date fin
B. Touchelay	3 p.m	AAPG 2020. PRC. CES 34 : <i>contaminants, écosystèmes et santé</i> [28 350 € sur 334K€]	<i>CROPS-CROhn disease and Pollution of Soils</i>	Annabelle Deram	2020-2024
	3 p.m	I-SITE et Lille Euro Métropole (168K€ ⁵)	<i>Health and environment: from the territory to the individual</i>	Corinne Gower, Luc Dauchet	2019-2023
X. Daumalin	3.6 p.m	Projet Twinning H2020 A twinning project promoting interdisciplinary and participatory sciences for an inclusive society A*MIDEX [800 000 €]	<i>Sfax Forward-Cultural heritage in South Tunisia.</i>	Nouri Chtourou (Université de Sfax)	2019-2022
	1.2 p.m	TELEMMe, LATTS, ENPC, EFA, Universités de Thessalie, Ioannina [150 000 €]	<i>FOSPHORA-Fos-Ostie-Portus: Harbours of Roman Antiquity</i>	Marie-Brigitte Caire	2020-2021
	7.2 p.m	TELEMMe, LATTS, ENPC, EFA, Universités de Thessalie, Ioannina [30 000 €]	Entreprises françaises en Grèce XIX ^e -XX ^e siècle	Christine Agriantoni	2017-2022

b. Moyens mis en œuvre et demandés pour atteindre les objectifs

Le volume et la dispersion des archives et de la documentation à mobiliser pour réaliser le projet expliquent les recrutements et les financements réclamés. Plusieurs chercheurs sont pris en charge par leur institution, soit parce qu'elle est à l'étranger et hors du champ de l'ANR, soit parce que leur statut leur permet d'espérer d'autres financements (écoles doctorales ou centres de recherches).

Partenaire 1 : IRHiS Université de Lille

L'approche des statistiques officielles et les terrains retenus (Tunisie, AOF-Sénégal et Madagascar) suppose de consulter une documentation dispersée, en France (archives diplomatiques de Nantes et La Courneuve, archives du SAEF à Savigny-le-Temple, des ANOM à Aix-en-Provence et du site des AN de Pierrefitte-sur-Seine pour la coopération), en Suisse (missions d'archives de l'OIT à Genève, financées par la MESHS Lille et l'IRHiS) et en Afrique (AN du Sénégal à Dakar : fonds de l'AOF et du Sénégal, AN malgaches à Antananarivo, AN de Tunisie et toutes celles que le réseau de correspondant pourra signaler). Ces fonds seront complétés par la documentation publiée (bulletins, annuaires, rapports, littérature) consultés à la bibliothèque de l'INSEE (Montrouge), à celle de La Courneuve, dans les bibliothèques et centres documentaires universitaires français et africains.

Frais de personnel

Recrutement d'un doctorant d'histoire années 2-3-4 du projet (« Les statistiques officielles en AOF-Sénégal ») pour compléter les études de cas de B. Touchelay (Madagascar et Tunisie) = **120 000 €**

Frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation

Année 1. Campagne d'archives

B. Touchelay -> 1 semaine au Maghreb (mise en place et animation du réseau de correspondants, organisation des rencontres scientifiques à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) à

⁵ Bourse doctorale et ingénieur de recherche.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

Tunis et au Centre Jacques Berque (CJB) à Rabat et collecte de la documentation disponible sur les statistiques officielles de Tunisie) = **1 000 €**

B. Touchelay -> AN du Sénégal et de l'AOF à Dakar 2 semaines = **1 500 €**

B. Touchelay -> Réseau et AN malgaches à Madagascar 2 semaines = **2 500 €**

B. Touchelay (non budgété) et F. Jany-Catrice -> 1 semaine SAEF (Savigny-le-Temple) = **900 €**

Année 2. Campagne d'archives et manifestations

B. Touchelay et B. Samuel (non budgété) -> renforcement du réseau, animation d'une rencontre scientifique à l'IRMC (Tunis) et archives 1 semaine = **1 000 €**

B. Touchelay et doctorant -> campagne d'archives à Dakar 2 semaines = **2 500 €**

A. Clermidy -> ANOM 1 semaine = **700 €**

Doctorant -> consultation des archives aux ANOM (Aix-en-Provence) 2 semaines = **1 400 €**

Organisation du séminaire du consortium IRHiS ULille = **1 000 €**

Année 3. Campagne d'archives

Doctorant -> consultation des archives ANOM 1 semaine = **700 €**

Partenaire 2 : IDHE.S Paris 1-Pantheon Sorbonne

Pour étudier les chiffres des banques, plusieurs types d'archives seront mobilisées : archives bancaires (Banque de France, Société générale, Banque du Maroc, Banque des États d'Afrique centrale - BEAC- à Yaoundé, Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest [BCEAO] à Dakar), AN (Côte d'Ivoire, Togo, Royaume du Maroc et ANOM), des archives privées (Chambre de commerce franco-congolaise).

Frais de personnel

Recrutement d'un IE (21 mois) années 3-4 -> organiser la base de données documentaires du projet et la base de données des bilans bancaires = **72 828 €**

Frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation

Année 1. Campagne d'archives

O. Feiertag -> AN Côte d'Ivoire et archives de la BCEAO (agence d'Abidjan) 2 semaines = **2 500 €**

O. Feiertag -> archives de la BEAC Yaoundé, Cameroun 1 semaine = **2 100 €**

Organisation du séminaire inaugural du consortium = **1 000 €**

Année 2. Campagne d'archives

O. Feiertag -> AN Togo et archives de la Chambre de commerce franco-togolaise 10 jours = **2 050 €**

Partenaire 3 : IDHE.S U. Paris Nanterre

Étudier les recensements de la main-d'œuvre et les statistiques des conditions de travail nécessite la consultation de sources multiples et dispersées produites par les administrations coloniales locales, centrales et les organisations internationales. L'organisation du travail en trois études de cas nécessitera des déplacements aux AN à Paris-Pierrefitte, aux ANOM, qui conservent les rapports périodiques des services du travail et de la main-d'œuvre, aux AN du Sénégal pour dépouiller la série K « travail et main-d'œuvre » qui contient les archives des Offices du travail de l'ensemble des colonies de l'AOF, et aux AN algériennes, pour explorer le fonds de la direction du Travail et de la Sécurité sociale. Les partenaires sur fonds propres exploiteront les données disponibles en ligne (OIT) et seront inclus aux réunions de groupe par visioconférence.

Frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation

Année 1. Campagne d'archives

A. Lacroix -> AN algériennes, Alger 10 jours = **1 100 €**

R. Tiquet -> AN du Sénégal, Dakar 10 jours = **1 300 €**

A. Lacroix et R. Tiquet (non budgété) -> ANOM 1 semaine = **700 €**

Année 2. Campagne d'archives

A. Lacroix -> AN algériennes, Alger 10 jours = **1 100 €**

A. Lacroix et R. Tiquet (non budgété) -> ANOM 2 semaines = **1 400 €**

Année 3. Campagne d'archives

A. Lacroix -> AN algériennes, Alger 10 jours = **1 100 €**

A. Lacroix -> OIT (Genève) 10 jours = **1 000 €**

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

R. Tiquet -> AN du Sénégal, Dakar 10 jours = **1 300 €**

Année 4. Organisation du quatrième séminaire du consortium = **1 000 €**

Partenaire 4 : TELEMMe U. Aix Marseille

Pour étudier les chiffres des milieux économiques, plusieurs fonds documentaires seront mobilisés : les ANOM (archives privées des entreprises et des syndicats, dossiers de l'AOF et de l'Algérie), les archives de la Chambre de commerce et d'industrie Aix-Marseille Provence (dossiers géographiques sur les intérêts marseillais en Afrique), les archives diplomatiques de Nantes et de La Courneuve (fonds Maroc et Tunisie), les AN (dossiers du ministère de l'Industrie sur le caoutchouc et les phosphates), les ANMT (dossiers d'entreprises coloniales), les AN de plusieurs pays africains (Bénin, Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie, Sénégal) et les fonds privés accessibles (Société générale, par exemple). Le dépouillement des rapports annuels des concessionnaires, de la presse et des revues spécialisées (dont les volumes ou les numéros ont été numérisés par la BNF) sera également mené en interaction avec les spécialistes africains d'histoire économique ou des sciences de gestion.

Frais de personnel

Post-doctorant (24 mois) années 1-2 -> contribuer aux deux inventaires projetés = **110 400 €**

Frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation

Année 1. Campagnes d'archives, post-doctorant ->

Archives diplomatiques de Nantes 1 semaine = **900 €**

Archives diplomatiques de La Courneuve 2 semaines = **1 500 €**

AN (site de Pierrefitte-sur-Seine) 1 semaine = **1 000 €**

Archives de la Société générale (Paris) 1 semaine = **1 000 €**

ANMT (Roubaix) 1 semaine = **900 €**

Année 2. Campagnes d'archives, post-doctorant ->

AN de Tunisie à Tunis 1 semaine = **1 200 €**

AN du Sénégal à Dakar 1 semaine = **1 200 €**

Année 3. Campagnes d'archives et manifestation

P. Labardin -> ANMT (Roubaix) 2 semaines = **900 €**

A. Fabre -> ANOM 1 semaine = **900 €**

X. Daumalin -> diverses missions aux ANOM et à la CCI = **300 €**

Organisation du troisième séminaire du consortium = **1 000 €**

Organisation du troisième séminaire du consortium = **1 000 €**

Moyens demandés par grand poste de dépense et par partenaire

		Partenaire 1 IRHiS	Partenaire 2 IDHE.S Panthéon- Sorbonne	Partenaire 3 IDHE.S Nanterre	Partenaire 4 TELEMMe
Frais de personnel		120 000 €	72 828 €		110 400 €
Coûts des instruments et du matériel (dont consommables scientifiques)					
Coûts des bâtiments et des terrains					
Prestation de service et droits de propriété intellectuelle					
Frais généraux additionnels et autres frais d'exploitation	Missions	12 200 €	6 650 €	9 000 €	9 800 €
	Manifestations	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
	Frais d'environnement	15 984 €	9 657,36 €	1 200 €	14 544 €
Sous-total		149 184 €	90 135,36 €	11 200 €	135 744 €
Aide demandée		386 263,36 €			

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

III. Impact et retombées du projet

L'observation minutieuse des manières de compter aux colonies, le croisement des échelles d'analyse, de la circonscription administrative d'un territoire colonisé à l'échelon transnational (*via* l'OIT), en passant par le niveau fédéral (par exemple l'AOF) devraient améliorer la compréhension du processus de colonisation et des relations de pouvoir et de domination (Speich Chassé, 2017). L'intérêt porté aux **matériaux bruts, aux coulisses des enquêtes** et à la **construction des catégories statistiques** (du travail, des ménages), l'analyse des stéréotypes qu'elles véhiculent et celle de leurs effets (invisibilisation des femmes dans les statistiques du travail ou indifférence pour l'environnement dans les statistiques de production), mais aussi le rôle des chiffres dans le contrôle (du travail forcé, des migrations, des flux de marchandises, par exemple) devraient montrer combien **le chiffre est structurant**, comment il fait lien et comment, en classant, il stigmatise et exclut. Si ces mécanismes ne sont pas propres aux sociétés coloniales, nous chercherons à voir dans quelle mesure leurs effets n'y sont pas renforcés, parce qu'ils sont importés depuis la métropole pour servir, en principe, la domination des territoires et des populations. Nos travaux interrogeront également les inévitables **approximations, dissimulées sous la rigueur du nombre, qui entretiennent l'illusion d'un savoir-pouvoir** chez les administrateurs et dans les milieux économiques coloniaux. L'enquête s'intéressera aussi au rôle que jouent ces approximations au moment des indépendances. Elle informera plus avant sur les **spécificités du gouvernement en situation coloniale**, en soulignant les formes d'autonomie des acteurs présents sur le terrain, les tensions qui les opposent et le rôle des gouvernements généraux dans l'harmonisation et la diffusion des données, précisant si – et comment – les statistiques ont pu constituer une « **technologie de la distance** » (Porter, 1995). Elle identifiera autant que possible des formes de coproduction de ces statistiques par les élites colonisées. Elle pointera aussi les limites de l'argument statistique et comptable qui accentue peut-être davantage la vulnérabilité de ses producteurs qu'il ne les sert. Il nous faudra aussi comprendre pourquoi, quelle que soit la période, les gouvernements de métropole rechignent tant à accorder à la statistique coloniale des budgets correspondant à ses missions. L'éclairage fourni par l'enquête fera enfin écho aux débats les plus actuels sur la légitimité des statistiques et des chiffres comptables à classer les nations, avec toutes les conséquences de ces classements en termes d'aides octroyées, contribuant ainsi aux **approches critiques de l'économie, de la gestion et des sciences politiques** qui plaident pour une nouvelle organisation du monde plus respectueuse des individus et moins des nombres.

- Stratégie de diffusion et de valorisation des résultats

Outres les « livrables classiques » prévus à ce jour, publications, communications à des colloques et journées d'études et organisation de manifestations scientifiques, le consortium poursuit des objectifs pédagogiques et souhaite entreprendre des **actions de formation** dans deux directions : à destination du secondaire, en collaboration avec les rectorats qui sont demandeurs de cycles d'interventions sur la colonisation, et à destination d'étudiants de master de différentes disciplines qu'il s'agit de sensibiliser aux conditions de production des chiffres, afin de les aider à les comprendre et à les critiquer. La diffusion des résultats et la présentation des travaux du consortium s'adressent à la fois à la communauté scientifique (par l'intermédiaire des carnets de recherche, des *podcasts* des rencontres scientifiques et des discussions ouvertes par les membres de l'équipe en mission), mais aussi aux **jeunes chercheurs**. Le colloque final offrira l'occasion de présenter le bilan des acquis et des lacunes du projet et de passer le flambeau à ces jeunes chercheurs. Le nombre de doctorants engagés dans le projet permet de penser que la relève sera là.

L'attention portée à **l'inventaire des archives et de la documentation** et à celui des **indicateurs des milieux économiques** qui auront été consultés entend faciliter les recherches futures, que la dispersion en France, en Europe de l'Ouest et en Afrique pourrait dissuader. Mis à disposition de la communauté scientifique, ces inventaires pourront être complétés par d'autres chercheurs après la fin de l'ANR, être élargis à d'autres empires et continents pour aboutir à une véritable base de données collaborative et ouverte, présentant – par centre d'archives et de documentation – les ressources (séries et côtes) disponibles sur les chiffres en situation coloniale et post coloniale. Le **réseau d'archivistes, de documentalistes et de chercheurs** que nous souhaitons consolider en Afrique et en Europe de l'Ouest sera le meilleur garant de la dissémination de ces réalisations. L'enregistrement et la diffusion – grâce au carnet

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

de recherche – **de séances de présentation des archives** d'Europe de l'Ouest et d'Afrique servira à faciliter l'accès à ces centres et permettra sans doute de rendre accessibles de nouvelles séries. Pour aboutir, le projet et en particulier les **deux bases de données** envisagées (caoutchouc-phosphate et bilans bancaires) reposeront sur des collaborations avec d'autres équipes qui contribueront aussi à faire connaître les ressources inédites ainsi rassemblées.

IV. Bibliographie

- Aguilera, M. (2017) « Les administrateurs comme agents de la catégorisation des sociétés coloniales : Pratiques et usages des recensements de population », in Luis, J.-P. (dir.), *L'État dans ses colonies : Les administrateurs de l'Empire espagnol au XIX^e siècle*, Madrid : Casa de Velázquez : 41-58.
- Appadurai, A. (2000) « Numbers in the Colonial Imagination », in *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, 5^{ed}, Minneapolis: Univ. of Minnesota Press, [1996] : 114-135.
- Bonneuil, C. (1990) « Des savants pour l'Empire, les origines de l'ORSTOM », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 10.
- Balandier, G. (1951) « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 11, 1951 : 44-79.
- **Bartolotti, F.** (2020) « Le port de Marseille face aux bouleversements économiques des années 1945-1992 : rythmes ; stratégie des acteurs, enjeux environnementaux », Thèse de doctorat d'histoire, Aix-Marseille Université.
- Bandeira, J. et Costa Pinto, A. (eds.) (2015) *The Ends of European Colonial Empires: Cases and Comparisons*, Cambridge Imperial and Postcolonial Studies Series: Hampshire, Palgrave Macmillan.
- Bensaid, A. (1969) « Insuffisance des statistiques de nutrition dans le tiers monde », *Économie et statistique*, n°1, mai : 69.
- Blais H., Fredj C. et Sibeud E. (2013) « Introduction Sociétés coloniales : enquêtes et expertises », *Monde(s)*, 2 n°4 : 6-22.
- Bonin, H. (2004) *Un outre-mer bancaire méditerranéen, histoire du crédit foncier d'Algérie et de Tunisie (1880-1997)*, Paris : Publications de la SFHOM.
- Bonin, H. Hodeir, C. et Klein, J.-F. (dir.) (2008) *L'Esprit économique impérial ? Réseaux et groupes de pression du patronat colonial en France et dans l'Empire (1830-1962)*, Paris : Publications de la SFHOM.
- Bonnacase, V. (2015) « Généalogie d'une évidence statistique : de la « réussite économique » du colonialisme tardif à la « faillite » des États africains (v.1930-v.1980) », *RHMC*, 4. 62-4 : 33-63.
- Boulard, J. et Henry, P. (2009) « Une brève histoire de la SEDES », *Union-Atrium* (en ligne).
- Cardoni, F. Conchon, A., Margairaz, M. et **Touchelay, B.** (2022) *Chiffres privés, chiffres publics, XVII-XXI^e siècle. Entre hybridations et conflits*, Rennes : PUR, manuscrit accepté.
- **Chikouna, C.** (2013) *Migrations et mise en valeur de la Basse-Côte d'Ivoire (1920-1960). Étude d'une dynamique régionale de mobilité de la main-d'œuvre*, Paris : L'Harmattan.
- Cogneau, D. et Rouanet, L. (2011) « Living conditions in Côte d'Ivoire and Ghana 1925-1985: What Do Survey Data on Height Stature Tell Us. », *Economic History of Developing Regions*, 26(2) : 55-82.
- Cooper, F. (1996) *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge: Cambridge University Press; (2010) « Writing the History of Development », *Journal of Modern European History*, 8-1 (Modernizing Missions: Approaches to «Developing» the Non-Western World after 1945): 5–23; (2014) *Africa in the World - Capitalism, Empire, Nation-State*. Cambridge, MA and London, England: Harvard University Press.
- Coquery-Vidrovitch, C. (1972, rééd. 2001) *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930*, Paris : ÉHESS.
- Cussó, R. (2020) « Aux origines de l'évaluation statistique internationale : la supervision des mandats par la Société des Nations », in Bourmaud, P., Neveu, N., et Verdeil, C. (eds) *Experts et expertise dans les mandats de la société des nations : figures, champs, outils*, Paris : Presses de l'Inalco.
- **Daumalin, X.** (2008) « Les négociants marseillais en Afrique au XIX^e siècle (I) : la recherche d'une entente avec les élites politiques africaines », *Ultramarines*, novembre : 27-39 ; (1992) *Marseille et l'Ouest*

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

africain. L'outre-mer des industriels (1841-1956), Marseille, CCIM-P, Coll. Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille XIX-XX^e s. T. VIII.

- Desrosières, A. (2008) *L'argument statistique. T. 1, Pour une sociologie historique de la quantification*. Paris : Presse de l'école des mines ; (2000) *La politique des grands nombres*, Paris : La Découverte.
- Diop, L. (1992) « Le CESD et la formation des statisticiens africains », *Courrier des statistiques*, n°60 : 19-22.
- Dougui, N. (1995) *Histoire d'une grande entreprise coloniale : la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa 1897-1930*, Tunis : Publication de la Faculté des Lettres de la Manouba.
- Duminy, J. (2017) « A Piecemeal Avalanche: The Uneven Topography of Statistics in Colonial Kenya, c. 1900 to 1952 », *Urban Forum* 28: 403–420.
- El-Machât, S. (dir.) (2009), *Les Administrations coloniales, XIX^e-XX^e siècles. Esquisse d'une histoire comparée*, Rennes : PUR.
- Etemad, B. (2007) *Possessing the World: Taking the Measurements of Colonisation from the 18th to the 20th c.*, Berghahn Books ; (2000) *La possession du monde. Poids et mesures de la colonisation, XVIII-XX^e siècles*, Bruxelles-Paris : Complexe.
- **Fabre, A.** (2019) « Quantification comptable et limites du gouvernement à distance : le cas de la comptabilité dans les bagnes coloniaux de Guyane (1859-1873) », Thèse de doctorat, Paris Sciences et Lettres.
- **Feiertag, O.** dir. (2005) *Mesurer la monnaie, la construction de l'autorité monétaire*, Paris : Albin Michel.
- Gadrey, J. et **Janny-Catrice, F.** (2016) *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris : La Découverte.
- Gervais, R. (1983) « Vérités et mensonges : les statistiques coloniales de population », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 17(1) : 101-103.
- Gervais, R. et Mandé, I. (2007) « Comment compter les sujets de l'Empire ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 95(3) : 63-74.
- Gharbi, M. L. (2005) *Crédit et discrédit de la Banque d'Algérie (Seconde moitié du XIX^e siècle)*, Paris : L'Harmattan.
- Gray, C. J. (2002) *Colonial Rule and Crisis in Equatorial Africa: Southern Gabon, C. 1850-1940*. Rochester: University Rochester Press.
- Jackson, S. (2016) « The phosphate archipelago: Imperial mining and global agriculture in French North Africa », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte / Economic History Yearbook*, vol. 57 : 187–214.
- **Janny-Catrice, F.** (2019) *L'indice des prix à la consommation*, Paris : La Découverte.
- Jerven, M. (2013) *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do About It*. Ithaca (NY): Cornell University Press.
- Kateb, K. (2001) *Européens, 'indigènes' et Juifs en Algérie (1830-1962). Représentations et réalités des populations*, Paris : INED ; « La gestion statistique des populations dans l'empire colonial français », *Histoire et mesure*, 13(1-2) : 77–111.
- Klein, J.-F. (2012) « Du patronat colonial au patronat impérial. Un changement de paradigme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 114 : 67-81.
- **Lacroix, A.** (2021) *Un service pour quel public ? Postes et Télécommunications dans l'Algérie colonisée, (1830-1939)*, Rennes : PUR (en cours de publication).
- **Labardin, P.** (2010), *L'émergence de la fonction comptable*, Rennes : PUR.
- Labib, M. (2015) « La statistique d'État en Égypte à l'ère coloniale : Finances, espace public et représentation (1875-1922) », Thèse de doctorat en histoire, Aix-Marseille Université.
- Le Crom, J.-P. (ed.) (2017) *Histoire du droit du travail dans les colonies françaises*. [Rapport de recherche] Mission de recherche Droit et Justice. URL <http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2017/05/Rapport-final-Le-Crom-3.pdf>
- Martin, O. (2020) *L'empire des chiffres. Une sociologie de la quantification*, Paris : Armand Colin.
- Marseille, J. (1984) *Empire colonial et capitalisme français, Histoire d'un divorce*, Paris : Albin Michel.
- Memmi, A. (1967) *The colonizer and the colonized*, Boston: Beacon Press.

AAPG2021	COCOLE		PRC
Coordonné par	Béatrice TOUCHELAY	48 mois	361K
CE 41 – Inégalités, discriminations, migrations			

- **Mollard, B.** (2015) « Discipliner l'émigration : l'encadrement de l'émigration des travailleurs dans le processus de construction de l'État algérien (1956-1973) », Master 2, E. Guillaot et C. Marynowier dir., IEP Grenoble.
- **Onana, E. M.** (2019) *Institutions et politiques statistiques au Cameroun : approche historique des données sociales 1921-2001*, Thèse de doctorat en histoire, U. Yaoundé I.
- Perrot J.-P. (1992) *Une histoire intellectuelle de l'économie politique : XVII^e-XVIII^e siècle*, Paris : ÉHESS.
- Porter, T. (1995) *Trust in Numbers. The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life* et (1986), *The Rise of Statistical Thinking: 1820- 1900*, Princeton: Princeton Univ. Press
- **Renard, L.** (2019) *Socio-histoire de l'observation statistique de l'altérité : Principes de classification coloniale, nationale et migratoire en France et en Allemagne (1880-2010)*, Thèse de doctorat en sociologie et science politique, U. Potsdam et U. Grenoble Alpes (cotutelle).
- Renucci, F. (2009) « L'inspection du travail et le droit en Afrique noire au XX^e siècle », in El-Mechat, S. (ed.) *Les administrations coloniales (XIX^e-XX^e siècles). Esquisse d'une histoire comparée*. Rennes : PUR : 253–263.
- Ricciardi, F. (2019) « Travail indigène/ travail colonial », in Bureau, M.-C. et al. (eds.) *Les zones grises des relations de travail et d'emploi*, Buenos Aires : Teseopress.
- Rodet, M. (2009) *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal*, Paris : Karthala.
- **Samuel, B.** (2016) « Étudier l'Afrique des grands nombres », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2016/4 (71^e année) : 897-922.
- Serra, G. (2014) « An uneven statistical topography: the political economy of household budget surveys in late colonial Ghana, 1951–1957 », *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 35(1) : 9-27.
- Speich Chassé, D. (2017) « Les statistiques comme mode de communication politique. Le cas des premiers plans de développement au Kenya », *Politique africaine*, 2017/1 n°145 : 85-108
- Stigler, M.S. (1986) *The History of Statistics: The Measurement of Uncertainty before 1900*, Cambridge, Mass., Belknap: Press of Harvard Univ. Press
- Surun, I. (2018), *Dévoiler l'Afrique ? Lieux et pratiques de l'exploration (Afrique occidentale 1780-1880)*, Paris : éditions de la Sorbonne.
- **Tiquet, R.** (2019) *Travail forcé et mobilisation de la main-d'œuvre au Sénégal : années 1920-1960*. Rennes : PUR ; (2017) « Rendre compte pour ne pas avoir à rendre des comptes. Pour une réflexion sur l'écrit administratif en situation coloniale (Sénégal, années 1920-1950) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, (137) : 123-140.
- Todd, D. (2021) *A Velvet Empire. French Informal Imperialism in the Nineteenth Century*, Princeton : Princeton University Press.
- **Touchelay, B.** (2021 à paraître) « L'industrie coloniale ou les silences révélateurs de la statistique (empires belges et français mi XIX^e-mi XX^e siècle), in Boulat, R. et Heyberger, L. *Les industries aux colonies, les indigènes en industrie (XVIII-XX^e siècles)*, Mulhouse : Éditions UTBM ; (2019), « British and French colonial Statistics: Development by Hybridization from the 18th to mid-20th Centuries », in Fichter, J. (ed.), *British and French Colonialism in Africa, Asia and the Middle: Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, Basingstoke : Palgrave ; (1998), « Le développement de la statistique d'outre-mer du début du siècle aux indépendances : l'accomplissement progressif d'une tâche de souveraineté », *La France et l'outre-mer. Un siècle de relations monétaires et financières*, Paris : CHEFF : 259-280.
- Zimmermann, S. (2010) « "Special circumstances" in Geneva : the ILO and the world of non-metropolitan labour in the interwar years », in Van Daele, J., Rodriguez Garcia, M., and Van Goethem, G. (eds) *ILO Histories. Essays on the International Labour Organization and Its Impact on the World during the Twentieth Century*, Bern : Peter Lang : 221–250.